

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 26 novembre 2024

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 24 - 589

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACCURIDE**

5 avenue du Président René Coty  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 octobre 2024 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACCURIDE
- 5 avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature et volume	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, ANNEXE I, article 1.2	Rappel réglementaire
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, ANNEXE I, article 2.1	Sans objet
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2024, ANNEXE I, article 2.3.3	Rappel réglementaire

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ACCURIDE a déposé le 8 octobre un portée à connaissance concernant la mise à disposition de la société REMONDIS, d'une surface d'environ 500 m<sup>2</sup> du bâtiment 2B, pour y faire une activité de transit d'appareil électrique (réfrigérateur, congélateur) ponctuelle. Selon l'exploitant, le transit de ces déchets était prévu pour quelques semaines.

L'inspection des installations classées a constaté la présence lors de la visite d'inspection de ces déchets d'équipements électriques dans le bâtiment 2B.

Cette nouvelle activité relève de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées dans les conditions d'exploitation prescrites dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018.

Le bâtiment 2B ne dispose pas de trappes de désenfumage requises pour cette installation de transit et regroupement de déchets d'équipements électriques.

L'inspection des installations classées propose de rappeler fermement à l'exploitant ses obligations réglementaires et la nécessité, même pour un stockage ponctuel, de respecter l'ensemble des prescriptions réglementaires.

Le stockage étant ponctuel, il est attendu que l'exploitant justifie néanmoins de l'enlèvement de ces déchets.

#### N° 1 : Nature et volume

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubrique 2711
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] - vérification que le volume maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ; [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé le 8 octobre au service de la préfecture de l'Aube, un portée à connaissance concernant la mise à disposition d'une surface de 500 m <sup>2</sup> du bâtiment 2B pour stocker des déchets d'équipements électriques électroniques. L'inspection des installations classée a constaté la présence dans le bâtiment 2B d'un volume d'environ 900 m <sup>3</sup> d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateur, congélateur,...). Cette activité d'un volume compris entre 100 m <sup>3</sup> et 1000 m <sup>3</sup> est donc soumise à déclaration sous la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. Il est rappelé par ailleurs qu'une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques d'un volume de 1000 m <sup>3</sup> nécessite une demande d'enregistrement. Ces déchets devant être évacués avant la fin de l'année, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur la déclaration effectuée. Il est néanmoins attendu que l'exploitant confirme à l'inspection des installations classées le bon enlèvement de ces déchets et la remise en état de son bâtiment.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites

## N° 2 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.
<b>Constats :</b> En l'absence d'éléments communiqués par l'exploitant, les parois séparatives ne peuvent être considérées parois E120. Lors de la visite, il a été constaté l'absence de stockage de matières combustibles dans le bâtiment 2B et les bâtiments contigus 2C et 2A. L'exploitant s'est engagé à maintenir ces distances en ne mettant aucun nouveau stockage à proximité. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un RIA et d'extincteurs à proximité du stockage. De plus, l'exploitant déclare avoir un système de ronde régulière du gardien, dont l'inspection a vérifié la main-courante. Il est utilement noté que les déchets stockés visibles ne comportent ni piles, ni batteries, et ne présentent de risque de combustion spontanée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2024, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li><li>• à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.</li></ul> En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
<b>Constats :</b> Le bâtiment B2 ne dispose pas de dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion des déchets présents dans le bâtiment. Toutefois, en l'absence de matières pouvant s'auto-inflammer stockés dans le bâtiment et au regard de l'enlèvement de ces déchets dans des très délais courts, l'inspection des installations classées n'estime pas nécessaire de faire engager les travaux de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite